

Unité départementale du Calvados  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 19/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEA**

75 Avenue Victor Hugo  
92500 Rueil-Malmaison

Références : 2024.117  
Code AIOT : 0005300729

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement SEA implanté Centre de traitement 25 route de Bayeux 14400 Esquay-sur-Seulles. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite avait pour objectif de constater les conditions de post-exploitation du site par rapport aux principales prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEA
- Centre de traitement 25 route de Bayeux 14400 Esquay-sur-Seulles
- Code AIOT : 0005300729
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SEA a été autorisée en 1997 à exploiter, sur la commune d'Esquay-sur-Seulles, une installation de stockage de déchets non dangereux ainsi qu'une aire de tri et regroupement des déchets valorisables.

L'activité de tri et de regroupement de déchets valorisables consistait à regrouper les encombrants ménagers dont étaient extraits la ferraille, le bois, les papiers-cartons, etc.. Les produits triés étaient ensuite dirigés vers des filières de valorisation adaptées.

Une déchetterie était également présente sur le site, directement exploitée par le SEROC, syndicat mixte de traitement et de valorisation des déchets ménagers de la région Ouest Calvados. Cette déchetterie a définitivement cessé son activité le 30 décembre 2021.

L'exploitation de l'ISDND s'est achevée fin 2018, et le site est géré en post-exploitation depuis mars 2019, période d'achèvement des travaux de recouverture générale.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2023 est venu actualiser les dispositions relatives à la post-exploitation du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol est en cours sur le massif de déchets en post-exploitation. Les longrines béton d'ancrage des modules photovoltaïques sont disposées, et la pose des tables de modules est en cours.

La centrale devrait être mise en service dans le courant du mois de mai prochain.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 13 | Stockage des lixiviats | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.4.1.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                               | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Respect de la superficie totale de transit de produits minéraux | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.2.1   | Sans objet        |
| 2  | Montant des garanties financières cautionnées                   | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.4.2   | Sans objet        |
| 3  | Remise par l'exploitant du projet de                            | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.5.7.2 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                             | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
|    | servitudes d'utilité publiques (SUP)                          |                                                  |                   |
| 4  | Réserve incendie                                              | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.6.12  | Sans objet        |
| 5  | Surveillance des installations                                | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.6.14  | Sans objet        |
| 6  | Relevé topographique annuel de suivi des tassements           | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.2.3   | Sans objet        |
| 7  | Entretien du réseau biogaz                                    | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.2.5   | Sans objet        |
| 8  | Suivi de la qualité du biogaz                                 | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.2   | Sans objet        |
| 9  | Fonctionnement de la torchère                                 | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.3.2 | Sans objet        |
| 10 | Fonctionnement de l'unité d'évapo-concentration des lixiviats | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.3.3 | Sans objet        |
| 11 | Cartographie des émissions diffuses                           | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.3.4 | Sans objet        |
| 12 | Traitement physico-chimique des lixiviats                     | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.4.1.4 | Sans objet        |
| 14 | Rapport quinquennal de post-exploitation                      | AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.5.2.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La post-exploitation du site est gérée de façon sérieuse et dans le respect de la réglementation. La surveillance environnementale ne laisse pas apparaître d'évolution défavorable sur les 5 premières années de post-exploitation.

L'exploitant doit fournir le dossier de SUP et le rapport quinquennal de post-exploitation durant les prochains mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect de la superficie totale de transit de produits minéraux

|                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.2.1                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect de la superficie totale de transit de produits minéraux                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Au titre de la rubrique n° 2517, la surface totale au sol des zones de stockage de matériaux vrac et de produits finis est comprise entre 5000m <sup>2</sup> et 7500m <sup>2</sup> .                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de donner précisément la superficie occupée. L'inspecteur évalue la surface totale à environ 7000 m <sup>2</sup> . En tout état de cause, le plafond réglementaire de 10 000 m <sup>2</sup> n'est pas atteint. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 2 : Montant des garanties financières cautionnées

|                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.4.2                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Montant des garanties financières cautionnées                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le montant des garanties financières cautionné pour la période 2024-2028 est de 1 285 317 € TTC.                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>L'acte de cautionnement solidaire de l'organisme bancaire COFACE a été transmis à l'inspecteur le 28 novembre 2023. Il porte sur le montant de 1 285 317 € TTC et est valable jusqu'au 31/12/2028. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                |

### N° 3 : Remise par l'exploitant du projet de servitudes d'utilité publiques (SUP)

|                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.5.7.2                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise par l'exploitant du projet de servitudes d'utilité publiques (SUP)                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ce projet est remis au préfet de département dans un délai maximal d'un an à compter de la date du présent arrêté de post-exploitation.        |
| <b>Constats :</b><br><br>Ce projet de SUP n'a pas été transmis à ce stade. L'exploitant a indiqué durant l'inspection qu'il sera en mesure de le fournir d'ici le 6 juillet 2024. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                      |

**N° 4 : Réserve incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.6.12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br>(...) <ul style="list-style-type: none"><li>• une réserve incendie de 200 m<sup>3</sup> minimum au sein du bassin sud. En vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, le bassin est équipé d'une aire d'aspiration stabilisée. Si besoin, les eaux pluviales internes de ruissellement collectées dans les autres bassins peuvent également être utilisées dans cette lutte.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Le bassin sud disposait lors de la visite d'un niveau d'eau suffisant, correspondant à plus de 400 m3 selon l'exploitant. Le bassin est équipé d'une canne d'aspiration, et le stationnement d'un véhicule de secours au niveau de la canne est aisé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 5 : Surveillance des installations**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 1.6.14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite des installations, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans les installations et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.<br>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.<br><br>Durant les périodes où aucun personnel n'est présent sur site, l'exploitant est prévenu par un système de report d'alarme des dysfonctionnements survenant sur les installations de captage et traitement du biogaz et des lixiviats.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique que depuis la mise à l'arrêt définitif de l'unité de valorisation des biogaz par cogénération et de l'unité d'évapoconcentration des lixiviats, une surveillance continue n'est plus requise.<br>Pour mémoire, les équipements susceptibles de dysfonctionnements (y compris lors des périodes d'absence de personnel) restants sur le site à ce jour : <ul style="list-style-type: none"><li>- station de traitement physico-chimique des lixiviats ;</li><li>- torchère d'incinération du biogaz ;</li><li>- réseau d'aspiration par mise en dépression du biogaz.</li></ul><br>Seul le réseau d'aspiration du biogaz semble devoir faire l'objet d'une intervention rapide en cas de dysfonctionnement. Pourtant, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif d'alerte. Il explique qu'en cas d'arrêt de la mise en dépression des casiers, ceux-ci mettraient plusieurs jours à devenir saturés en biogaz. Une intervention humaine sera forcément déclenchée avant cette saturation. |

Si l'inspecteur est enclin à croire cette affirmation, il convient néanmoins de la confirmer, en modélisant le délai maximal de saturation en biogaz des casiers.  
Cette modélisation est à joindre au rapport quinquennal de post-exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Relevé topographique annuel de suivi des tassements**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Relevé topographique annuel de suivi des tassements

**Prescription contrôlée :**

Le suivi des tassements différentiels (digues, talus et toit des ouvrages de stockage) est assuré par des bornes et des repères judicieusement répartis, qui font l'objet d'un relevé topographique annuel permettant notamment de vérifier la pente et la bonne stabilité du talus au niveau de chaque profil ainsi que la bonne tenue de la couverture finale. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans le rapport annuel de suivi adressé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant fait réaliser annuellement un relevé topographique. Le dernier relevé en date a été effectué en janvier 2024.

A l'occasion du précédent relevé, et en lien avec l'aménagement attendu (aujourd'hui en cours) de la centrale photovoltaïque, diverses zones de tassement et flashes ont donné lieu à des travaux de rechargement. Ce sont des terres de découverte de la carrière voisine qui ont été utilisées à cette occasion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Entretien du réseau biogaz**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien du réseau biogaz

**Prescription contrôlée :**

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible de fuites, d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les agressions extérieures, corrosion, choc, température excessive, tassement du sol, la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans l'installation. Les canalisations aériennes sont repérées par les couleurs normalisées. Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Ces canalisations doivent être convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Une infime partie du réseau a pu être observée durant la visite, et il n'a pas été observé d'écarts. L'exploitant a indiqué que ce réseau n'est pas concerné par un zonage ATEX, contrairement aux puits biogaz.</p> <p>A la suite du dernier rapport de cartographie des fuites biogaz, l'exploitant a réalisé les travaux correctifs attendu, a-t-il indiqué.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 8 : Suivi de la qualité du biogaz**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du réseau biogaz</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>La qualité du biogaz est suivie semestriellement et porte sur les paramètres suivants : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La qualité du biogaz est analysée par l'exploitant au niveau de l'entrée en torchère au minimum une fois par semaine. Ainsi, l'exploitant serait en mesure de détecter rapidement une évolution défavorable de la qualité du biogaz.</p> <p>Il convient de rappeler que le site n'ayant pas été exploité sous la forme de casiers bioréacteurs, le biogaz capté est un assemblage des gaz produits dans chaque casier, sans que la qualité puisse être suivie pour chacun de ceux-ci.</p> <p>Une fois par semestre, l'exploitant fait analyser par un laboratoire indépendant la qualité du biogaz, avec un prélèvement au niveau de l'entrée torchère également.</p> <p>L'exploitant a présenté durant l'inspection les résultats des deux dernières analyses semestrielles. Ceux-ci n'appellent pas de remarque de la part de l'inspecteur.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 9 : Fonctionnement de la torchère**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.3.2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement de la torchère</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>L'unité de destruction du biogaz est contrôlée par un laboratoire agréé annuellement ou après 4500 heures de fonctionnement, si ces installations fonctionnent moins de 4500 heures par an. Elle est conçue de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Elle est munie de dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par l'équipement d'élimination du biogaz n'excède pas :<br/>SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm<sup>3</sup><br/>CO : 150 mg/Nm<sup>3</sup></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Avec l'arrêt au 31/12/2023 de l'unité de valorisation par cogénération du biogaz, la torchère fonctionne dorénavant en continu. L'exploitant précise bien qu'il ne procède pas à une</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

temporisation de fonctionnement, et ainsi il maintient en dépression permanente le massif de déchets.

Durant l'inspection, il a effectivement été constaté que la torchère était en fonctionnement, avec une température de combustion de 1081°C et un débit de 390 Nm<sup>3</sup>/h.

L'exploitant a présenté durant l'inspection les résultats de la dernière analyse des gaz de combustion rejetés par l'atmosphère.

Ceux-ci montrent un léger dépassement de la valeur limite en SO<sub>x</sub>, mais celle-ci n'est pas applicable dans la mesure où le flux total rejeté reste inférieur à 25 kg/h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Fonctionnement de l'unité d'évapo-concentration des lixiviats

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fonctionnement de l'unité d'évapo-concentration des lixiviats

**Prescription contrôlée :**

Les rejets à l'atmosphère induits par l'installation d'évapo-concentration des lixiviats doivent respecter les VLE détaillées dans l'arrêté.

**Constats :**

L'unité d'évapo-concentration a été arrêtée définitivement fin juillet 2023. Cette prescription devient dès lors caduque.

Le démantèlement de cette unité, au même titre que les moteurs de cogénération, sera réalisé en 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Cartographie des émissions diffuses

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.3.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise périodiquement une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures finales mises en place sur les casiers de stockage. Cette cartographie doit être renouvelée au minimum tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Dans le cas où cette cartographie révèle un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité des actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.

**Constats :**

L'exploitant a fait réaliser le 16 janvier 2024 le contrôle cartographique de la bonne étanchéité de son réseau biogaz.

Dès la remise du rapport, il dit avoir engagé les actions correctives préconisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Traitement physico-chimique des lixiviats**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.4.1.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement physico-chimique des lixiviats                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Respect des dispositions concernant le traitement des lixiviats par la station physico-chimique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Il a été constaté durant l'inspection que la station physico-chimique fonctionne sans anomalie. Par rapport au schéma synoptique d'exploitation de la station, il est à signaler que seuls 3 des 4 filtres à charbon actif sont utilisés en série. Questionné, l'exploitant a indiqué procéder au renouvellement des filtres alternativement tous les 3 à 4 mois. Un filtre est donc présent environ 9 à 12 mois avant d'être renouvelé car saturé.<br><br>Un laboratoire indépendant réalise une fois par trimestre une analyse de la qualité des eaux issues de la station de traitement. Il convient de noter des concentrations élevées en azote global dans ces eaux issues de la station physico-chimique (1000 à 2000 mg/l), du fait essentiellement des nitrates. Des dépassements de la VLE sont également parfois constatés pour le paramètre AOX, mais tel n'était pas le cas sur la dernière mesure et le dernier contrôle inopiné.<br>L'exploitant rappelle que la VLE de 30 mg/l pour l'azote global ne s'applique que lorsque le flux global dépasse 50 kg/jour. Sur la dernière mesure, le flux en azote global s'élevait en effet à 35,9 kg/j. Sur le dernier contrôle inopiné, il s'élevait à 21 kg/j.<br>De même, la VLE de 1 mg/l pour les composés organiques halogénés (AOX) ne s'applique que lorsque le flux global dépasse 30 g/jour. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de déclarer les filtres à charbon actifs évacués dans la télédéclaration annuelle GEREP, au même titre que les évacuations de boues.<br><br>Il lui est également demandé d'investiguer sur un traitement complémentaire visant à diminuer les concentrations en composés organiques halogénés (AOX) et nitrates, quand bien même les VLE ne seraient pas applicables du fait d'un faible flux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 13 : Stockage des lixiviats**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.4.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des lixiviats                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée des dispositifs et équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• une bouée et une échelle par bassin ;</li><li>• une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires ;</li><li>• un système d'aération à l'aide d'une pompe ou de tout autre dispositif équivalent de brassage en vue d'éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins.</li></ul> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La zone des bassins est protégée contre le risque de chute par des barrières dont l'état général s'est dégradé. L'inspecteur n'a pas observé la présence d'une échelle et d'une bouée par bassin, mais une seule bouée située entre les bassins d'eaux pluviales 1 et 2.</p> <p>L'inspecteur n'a pas non plus observé de signalisation des risques associés aux bassins.</p> <p>Le bassin de lixiviats bruts est toujours équipé de dispositifs d'aération et brassage, et il n'a pas été perçu d'odeur particulière en ses abords.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une opération de modernisation des barrières anti-chute, des bouées, des échelles et de la signalisation autour des bassins lixiviats. Ces travaux devront être achevés sous 3 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 14 : Rapport quinquennal de post-exploitation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2023, article 3.5.2.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport quinquennal de post-exploitation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur a rappelé que ce rapport est attendu à compter du 29 mars 2024. Il a précisé que pour les données collectées annuellement, il convient de raisonner pour les années civiles 2019 à 2023, dans la mesure où les derniers déchets ont été reçus en décembre 2018.</p> <p>Le rapport quinquennal devra notamment présenter tous les relevés topographiques des 5 années, la liste des travaux de reprise des tassements et flashes réalisés (comme ceux à l'été 2023), tous les éléments permettant d'apprécier l'évolution de la méthanogénèse (composition des lixiviats bruts, traités, des boues en résultant, composition du biogaz), une présentation des différents travaux de correction des fuites détectées par les cartographies des émissions diffuses. Le rapport devra répondre aux exigences de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>L'exploitant n'exclut pas de solliciter un allègement de certains paramètres de la surveillance post-exploitation pour lesquels les analyses réalisées depuis 5 ans n'ont jamais permis de détecter de valeurs supérieures aux seuils de détection. Si une telle demande est formulée, la situation sera examinée au cas par cas par l'inspecteur.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport quinquennal devra être transmis à l'inspecteur d'ici le 31 août 2024.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|